

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2023-2024

24 FÉVRIER 2024

23^e session d'hiver de l'Assemblée
parlementaire de l'OSCE
Vienne, 22-23 février 2024

RAPPORT

fait au nom de la délégation belge
auprès de l'AP OSCE
par
M. Demesmaeker

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2023-2024

24 FEBRUARI 2024

23^e Winterzitting van de parlementaire
Assemblee van de OVSE
Wenen, 22-23 februari 2024

VERSLAG

namens de Belgische delegatie
bij de PA OVSE
uitgebracht door
de heer Demesmaeker

Composition de la délégation / Samenstelling van de delegatie
Présidents / Voorzitters: N. (S), Malik Ben Achour (Ch./K)

Délégation belge à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE: délégation Sénat:
Belgische delegatie bij de Parlementaire Assemblee van de OVSE: afvaardiging Senaat:

N-VA:
Ecolo-Groen:
Vlaams Belang:
PS:
MR:
CD&V:
Open Vld:
PVDA-PTB:

Membres /Leden
Mark Demesmaeker
Celia Groothedde
Adeline Blancquaert

Suppléants / Plaatsvervangers

Latifa Gahouchi
Sabine Laruelle
Orry Van de Wauwer

Délégation belge à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE: délégation Chambre:
Belgische delegatie bij de Parlementaire Assemblee van de OVSE: afvaardiging Kamer:

N-VA:
Ecolo-Groen:
PS:
Vlaams Belang:
MR:
CD&V:
PVDA-PTB:
Open Vld:

Membres /Leden
Peter De Roover
Kristof Calvo y Castañer
Malik Ben Achour
Ellen Samyn
Denis Ducarme

Suppléants / Plaatsvervangers

Guillaume Defossé

Nawal Farih
Steven De Vuyst
Goedele Liekens

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION.....	3
II. SÉANCE D'OUVERTURE (22 FÉVRIER 2024).....	3
III. RÉUNION DES COMMISSIONS GÉNÉRALES (22 FÉVRIER 2024).....	5
A. Commission des Affaires politiques et de la Sécurité	6
B. Commission de l'Économie, de l'Environnement et de la Technologie	6
C. Commission de la Démocratie et des Droits de l'homme.....	7
IV. RÉUNION DES COMMISSIONS RÉUNIES (23 février 2024).....	11
V. RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'AP OSCE (23 février 2024).....	14
VI. AUTRES RÉUNIONS.....	15
A. Réunions des commissions <i>ad hoc</i>	15
1) Commission <i>ad hoc</i> sur la Migration.....	15
2) Commission <i>ad hoc</i> sur la Lutte contre le terrorisme.....	15
3) Équipe de soutien parlementaire pour l'Ukraine.....	15
4) Réseau des jeunes parlementaires de l'AP OSCE.....	16
B. Réunions complémentaires.....	16
1) Sécurité des journalistes.....	16
2) Durcissement des sanctions contre la Russie.....	17
ANNEXE I: Lettre des membres du réseau des jeunes parlementaires de l'AP OSCE relative à un cessez-le-feu à Gaza	18

INHOUD

I. INLEIDING	3
II. OPENINGSSPESIE (22 FEBRUARI 2024).....	3
III. VERGADERING VAN DE ALGEMENE COMMISSIES (22 FEBRUARI 2024).....	5
A. Commissie Politieke Zaken en Veiligheid.....	6
B. Commissie Economie, Leefmilieu, Technologie	6
C. Commissie Democratie en Mensenrechten.....	7
IV. VERGADERING VAN DE VERENIGDE COMMISSIES (23 FEBRUARI 2024).....	11
V. Vergadering van de permanente commissie van de PA OVSE (23 Februari 2024).....	14
VI. ANDERE BIJEENKOMSTEN.....	15
A. Vergaderingen van de <i>Ad-hoc</i> commissies	15
1) <i>Ad-hoc</i> commissie voor migratie	15
2) <i>Ad-hoc</i> commissie voor terrorismebestrijding	15
3) Parlementair Ondersteuningsteam voor Oekraïne ...	15
4) PA OVSE-Netwerk voor jonge parlementsleden	16
B. Nevenbijeenkomsten.....	16
1) Veiligheid van journalisten	16
2) Versterking van de sancties tegen Rusland.....	17
BIJLAGE I: Brief van leden van het netwerk van jonge parlementsleden van de PA OVSE over een staakt-het- vuren in Gaza	18

I. INTRODUCTION

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (ci-après AP OSCE), dont c'était la vingt-troisième édition cette année, s'est tenue les 22 et 23 février 2024 à Vienne. Deux cent trente parlementaires issus de cinquante-quatre pays y ont participé.

La session d'hiver poursuit les objectifs suivants:

- mettre en place une interaction sans entrave avec le bras gouvernemental de l'OSCE (le président en exercice, le représentant permanent de la présidence, le secrétaire général de l'OSCE, le directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme et les hauts représentants responsables de la liberté de la presse et des minorités);
- assurer le suivi des déclarations adoptées par l'AP OSCE lors de ses séances plénières;
- préparer les rapports en vue de la séance plénière annuelle d'été qui aura lieu cette année à Bucarest du 29 juin au 3 juillet 2024.

La délégation belge était emmenée par M. Malik Ben Achour, député et président de la délégation belge auprès de l'AP OSCE, et se composait par ailleurs des sénateurs Adeline Blancquaert et Orry Van de Wauwer, ainsi que des députés Guillaume Defossé, Ellen Samyn et Goedele Liekens.

La délégation a assisté, le 22 février 2024, à un briefing sur les événements actuels dans l'espace de l'OSCE présenté par M. Didier Nagant de Deuxchaisnes, ambassadeur, représentant permanent de la Belgique auprès de l'OSCE.

II. SÉANCED'OUVERTURE (22 FÉVRIER 2024)

Dans son discours d'ouverture, Mme Pia Kauma (Finlande), présidente de l'AP OSCE, indique que la décision de ne pas laisser le Parlement russe participer à la session d'hiver s'inscrit dans le cadre des efforts collectifs de l'OSCE visant à responsabiliser la Fédération de Russie. L'AP OSCE ne peut pas être utilisée comme plateforme pour promouvoir une guerre d'agression. L'Assemblée doit conserver son indépendance et sa pertinence en tant que forum permettant un dialogue honnête et sincère. Ses portes restent ouvertes pour ceux qui défendent les principes de base de l'AP OSCE.

I. INLEIDING

De Wintervergadering van de Parlementaire Assemblée van de Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa (hierna PA OVSE) werd dit jaar voor de driëntwintigste keer georganiseerd van 22 tot 23 februari 2024 te Wenen. Tweehonderddertig parlementsleden uit vierenvijftig landen namen aan de zitting deel.

De Wintervergadering beoogt:

- een vlotte interactie met de gouvernementele arm van de OVSE (de *chairman-in-office*, de permanente vertegenwoordiger van het voorzitterschap, de secretaris-generaal van de OVSE, de directeur van het Bureau voor de democratische instellingen en de mensenrechten, de hoge vertegenwoordigers voor resp. de persvrijheid en de minderheden);
- de opvolging van de verklaringen aangenomen door de PA OVSE tijdens de plenaire vergaderingen;
- de voorbereiding van de rapporten voor de jaarlijkse plenaire zomersessie, die dit jaar zal plaatsvinden in Boekarest van 29 juni tot 3 juli 2024.

De Belgische delegatie werd voorgezeten door de heer Malik Ben Achour, Kamerlid en voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, en bestond voorts uit de senatoren Adeline Blancquaert en Orry Van de Wauwer, en uit de Kamerleden Guillaume Defossé, Ellen Samyn en Goedele Liekens.

De delegatie kreeg op 22 februari 2024 een briefing over de actuele ontwikkelingen in de OVSE-ruimte door de heer Didier Nagant de Deuxchaisnes, ambassadeur, permanent vertegenwoordiger van België bij de OVSE.

II. OPENINGSSESSIE (22 FEBRUARI 2024)

Mevrouw Pia Kauma (Finland), voorzitter van de PA OVSE, merkt in haar openingstoespraak op dat de beslissing om het Russische Parlement niet te laten deelnemen aan de Wintervergadering gezien moet worden in de context van de collectieve inspanningen van de OVSE om de Russische Federatie ter verantwoording te roepen. De PA OVSE mag niet misbruikt worden als platform om een aanvalsoorlog te promoten. De Assemblée dient haar onafhankelijkheid en relevantie te behouden als forum voor een eerlijke en oprechte dialoog. De deuren blijven open staan voor degenen die zich inzetten voor de basisprincipes van de PA OVSE.

M. Wolfgang Sobotka (Autriche), président du Conseil national autrichien, estime que la guerre en Ukraine, la guerre entre Israël et le Hamas et les conséquences du développement de l'intelligence artificielle pour la sécurité représentent les principaux défis à relever aujourd'hui par la communauté internationale. Il exprime sa solidarité avec le peuple ukrainien. L'OSCE doit continuer à défendre la sécurité commune. Il préconise un renforcement des efforts multilatéraux.

M. Ian Borg (Malte), président en exercice de l'OSCE et ministre des Affaires étrangères et européennes et du Commerce de Malte, revient sur la guerre d'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine. La présidence maltaise continuera d'exiger, comme la présidence nord-macédonienne avant elle, que la Russie retire ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien. L'intervenant réclame par ailleurs la libération des trois membres de la Mission spéciale d'observation en Ukraine (MSO) détenus par la Russie. Le président veut concentrer ses efforts sur la médiation et la résolution de conflits dans la région de l'OSCE. L'une des missions principales de la présidence maltaise consistera à trouver un accord à propos du budget 2024 de l'OSCE (1).

Le ministre conclut son intervention en dressant la liste des priorités de la présidence maltaise. Le genre, la jeunesse et la numérisation seront traités dans toutes les dimensions. Dans la première dimension, Malte entend attirer l'attention sur les femmes, la paix et la sécurité, et orienter son action sur les cybermenaces, les menaces transnationales et le contrôle des armements. Dans la deuxième dimension, Malte veut accorder une attention particulière à la démocratisation de l'accès aux technologies numériques. La liberté de la presse occupe une place centrale dans la troisième dimension, notamment au travers d'initiatives dans le domaine de l'éducation aux médias et concernant la sécurité des journalistes féminines.

Mme Helga Schmid, secrétaire générale de l'OSCE, souligne l'importance d'une OSCE forte. Malgré le processus décisionnel extrêmement difficile sur le plan budgétaire, l'OSCE parvient à ne pas perdre sa capacité d'action en tant qu'organisation.

Plusieurs membres posent au président en exercice et à la secrétaire générale de l'OSCE des questions sur les

(1) Sur le plan budgétaire, l'OSCE est encore dans une situation délicate. Le dernier budget a été approuvé en 2021. Cette situation est due au veto opposé par la Russie, mais également par l'Azerbaïdjan et l'Arménie, à l'approbation des budgets 2022 et 2023. L'Azerbaïdjan et l'Arménie ont opposé leur veto pour contraindre l'OSCE à se rallier à leur position dans le conflit. La Russie refuse d'approuver tout budget qui prévoit un soutien à l'Ukraine ou, en règle générale, qui accorde une trop grande attention aux droits de l'homme.

Volgens de heer Wolfgang Sobotka (Oostenrijk), voorzitter van de Oostenrijkse Nationale Raad, vormen de oorlog tegen Oekraïne, de oorlog tussen Israël en Hamas en de gevolgen van kunstmatige intelligentie voor de veiligheid de belangrijkste actuele uitdagingen voor de internationale gemeenschap. Hij uit zijn solidariteit met het Oekraïense volk. De OVSE moet blijven opkomen voor de gemeenschappelijke veiligheid. Hij pleit voor meer multilaterale inspanningen.

De heer Ian Borg (Malta), *chairman-in-office* van de OVSE en minister van Buitenlandse en Europese Zaken en Handel van Malta, staat stil bij de illegale aanvalsoorlog van Rusland tegen Oekraïne. Het Maltese voorzitterschap zal, net zoals voorganger, Noord-Macedonië, blijven eisen dat Rusland zijn troepen terugtrekt uit het volledige grondgebied van Oekraïne. Daarnaast roept hij op tot vrijlating van de drie personeelsleden van de «*Special Monitoring Mission to Ukraine*» (SMM) die worden vastgehouden door Rusland. De voorzitter wil aandacht schenken aan de bemiddeling en oplossing van conflicten in de OVSE-regio. Een van de belangrijkste taken van het Maltese voorzitterschap is het zoeken naar een akkoord over het OVSE budget voor 2024 (1).

Tenslotte gaat de minister ook in op de prioriteiten van het Maltese voorzitterschap. Gender, jeugd en digitalisering zullen in alle dimensies worden verwerkt. In de eerste dimensie wil Malta de agenda rond «Vrouwen, Vrede en Veiligheid» onder de aandacht brengen, en zich richten op cyberdreigingen, transnationale dreigingen en wapenbeheersing. In de tweede dimensie wil Malta aandacht schenken aan de democratisering van de toegang tot digitale technologieën. In de derde dimensie staat mediavrijheid voorop, met name initiatieven op het gebied van media-educatie en de veiligheid van vrouwelijke journalisten.

Mevrouw Helga Schmid, secretaris-generaal van de OVSE, onderlijnt het belang van een sterke OVSE. Spijts de uiterst moeilijke budgettaire besluitvorming slaagt de OVSE erin dat de organisatie niet aan slagkracht inboet.

Verschillende leden stellen vragen aan de *chairman-in-office* en de secretaris-generaal van de OVSE over de

(1) Budgettaire zit de OVSE nog steeds in moeilijke papieren. Het is van 2021 geleden dat er nog een budget werd goedgekeurd. Dit komt omdat Rusland, maar ook Azerbeidzjan en Armenië, veto's stelden tegen de goedkeuring van de budgetten van 2022 en 2023. De twee laatste landen deden dat omdat ze de OVSE willen dwingen om hun kant te kiezen in het conflict. Rusland wil geen budget goedkeuren waarin steun wordt voorzien voor Oekraïne, of meer algemeen indien er te veel aandacht gaat naar mensenrechten.

restrictions opérationnelles et sur le fonctionnement des différentes commissions et des différents groupes de travail de l'OSCE compte tenu de l'agression russe persistante. Les canaux migratoires illégaux en Mer méditerranée et la situation à Gaza sont également abordés. Enfin, les membres s'enquêtent de la réaction de l'OSCE face aux campagnes de désinformation et aux élections présidentielles russes qui seront également organisées dans les territoires ukrainiens occupés.

Le président en exercice et la secrétaire générale formulent les réponses suivantes:

- Budget: le budget alloué à l'opération de terrain en Moldavie a été prolongé une deuxième fois, mais seulement pour une période de six mois;
- Migration: l'OSCE établit des partenariats avec des pays tiers situés le long des routes migratoires. L'OSCE dispense également des formations, notamment à l'Italie, à Malte, à la Tunisie et au Maroc;
- Ukraine: le Programme spécial de soutien à l'Ukraine de l'OSCE est financé par des contributions extra-budgétaires des États participants;
- Gaza: le président en exercice a condamné sans la moindre réserve l'attaque commise par le Hamas sur Israël le 7 octobre 2023, et demande la libération inconditionnelle de l'ensemble des otages. La présidence a appelé à un cessez-le-feu et souhaite qu'une attention accrue soit accordée aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées;
- Désinformation: l'OSCE applique le mécanisme de Moscou pour identifier les sources de désinformation. L'OSCE dispense des formations et transmet des renseignements visant à lutter contre la désinformation, et elle déploie une stratégie en matière d'éducation aux médias.

III. RÉUNION DES COMMISSIONS GÉNÉRALES (22 FÉVRIER 2024)

Le 22 février 2024, les commissions générales procèdent à l'audition d'experts et de représentants de l'OSCE. Les rapporteurs des commissions commentent les grandes lignes des rapports qu'ils préparent en vue de la trente-et-unième session annuelle à Bucarest.

operationele beperkingen en de werking van de verschillende commissies en werkgroepen van de OVSE in het licht van de aanhoudende Russische agressie. Voorts komen de illegale migratiekanalen in het Middellandse Zeegebied aan bod en de situatie in Gaza. Tot slot wordt gepeild naar de reactie van de OVSE op desinformatiecampagnes en op de Russische presidentsverkiezingen die tevens doorgaan in de bezette gebieden in Oekraïne.

De *chairman-in-office* en de secretaris-generaal geven volgende antwoorden:

- Begroting: het budget voor de *field mission* in Moldova is voor de tweede maal verlengd, maar slechts voor zes maanden;
- Migratie: de OVSE gaat partnerschappen aan met derde landen die langs de migratieroutes liggen. De OVSE verstrekt tevens trainingen voor onder andere Italië, Malta, Tunesië en Marokko;
- Oekraïne: het speciale OVSE-ondersteuningsprogramma voor Oekraïne wordt gefinancierd via extra-budgetaire bijdragen van de deelnemende Staten;
- Gaza: de *chairman-in-office* heeft de aanval van Hamas op Israël op 7 oktober 2023 zonder enig voorbehoud veroordeeld en vraagt de onvoorwaardelijke vrijlating van alle gijzelaars. Het voorzitterschap heeft opgeroepen tot een staakt-het-vuren en vraagt extra aandacht voor de kinderen, vrouwen, en bejaarden;
- Desinformatie: De OVSE zet het Moskou-mechanisme in om bronnen van desinformatie vast te leggen. De OVSE verstrekt opleiding en voorlichting die de bestrijding van desinformatie omvat en heeft een strategie voor mediageletterdheid.

III. VERGADERING VAN DE ALGEMENE COMMISSIES (22 FEBRUARI 2024)

Op 22 februari 2024 organiseren de algemene commissies hoorzittingen met deskundigen en vertegenwoordigers van de OVSE. De rapporteurs van de commissies geven een toelichting bij de krachtlijnen van hun verslagen die zij voorbereiden voor de eenendertigste jaarlijkse zitting in Boekarest.

A. Commission des Affaires politiques et de la Sécurité

La commission des Affaires politiques et de la Sécurité organise un débat d'actualité au sujet des travaux de l'OSCE en Ukraine durant la guerre d'agression menée par la Russie.

L'ambassadeur Marcel Peško, représentant spécial du président en exercice et coordinateur des projets de l'OSCE en Ukraine, souligne que l'OSCE peut être présente en Ukraine grâce à son programme de soutien extrabudgétaire. Cela permet à ce pays de disposer de la résilience nécessaire pour protéger sa population civile contre l'agression militaire permanente dont il fait l'objet.

M. Laurynas Kasciunas (Lituanie), rapporteur, souhaite que l'OSCE se voie conférer, au cours de la session d'été, un rôle central dans le rétablissement de la paix en Ukraine. La souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays dans ses frontières internationalement reconnues doivent être pleinement respectées dans ce processus.

Viennent ensuite les exposés des présidents du Comité de sécurité du Conseil permanent de l'OSCE et du Forum pour la coopération en matière de sécurité, du haut-commissaire de l'OSCE pour les Minorités nationales et du directeur du Centre de prévention des conflits de l'OSCE.

M. Andrei Savinykh, président de la délégation biélorusse, représente l'unique voix dissidente dans le débat. Il constate que l'architecture de sécurité régionale en Europe s'effrite. Le régime de contrôle des armes conventionnelles fait partie du passé. Les mécanismes de confiance paralysés ne fonctionnent pas. Les déclarations pompeuses et calomnieuses des représentants de l'Occident accentuent les clivages. M. Savinykh observe la transformation de la vie politique aux États-Unis et est convaincu que «la voix de la raison et du bon sens l'emportera».

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que le conflit entre le Hamas et Israël, sont ensuite évoqués.

B. Commission de l'Économie, de l'Environnement et de la Technologie

Au sein de la commission «Affaires économiques, Science, Technologie et Environnement» présidée par M. Azay Guliyev (Azerbaïdjan), Mme Gudrun Kugler

A. Commissie Politieke Zaken en Veiligheid

De commissie «Politieke Zaken en Veiligheid» houdt een actualiteitsdebat over de werkzaamheden van de OVSE in Oekraïne tijdens de agressieoorlog van Rusland.

Ambassadeur Marcel Peško, speciaal vertegenwoordiger van de *chairman in office* en projectcoördinator in Oekraïne, stipt aan dat de OVSE in Oekraïne kan aanwezig zijn via het extra-budgettaire steunprogramma. Hierdoor beschikt het land over de nodige veerkracht om de burgerbevolking te beschermen tegen de aanhoudende militaire agressie.

De heer Laurynas Kasciunas (Litouwen), rapporteur, wenst tijdens de zomerezitting de rol van de OVSE centraal te stellen bij het herstel van vrede in Oekraïne. De soevereiniteit en territoriale integriteit van het land binnen zijn internationaal erkende grenzen moeten hierbij ten volle worden gerespecteerd.

Hierna volgen uiteenzettingen van de voorzitters van de Veiligheidscommissie van de Permanente Raad van de OVSE en het Forum voor veiligheidssamenwerking, de hoge commissaris voor Nationale Minderheden van de OVSE, en de directeur van het conflictpreventiecentrum van de OVSE.

De enige dissidente stem in het debat komt van de heer Andrei Savinykh, delegatievoorzitter van Belarus. Hij stelt vast dat de regionale veiligheidsarchitectuur in Europa afbrokkelt. Het conventionele wapenbeheersingsregime behoort tot het verleden. Verlamde vertrouwenwekkende mechanismen werken niet. De hoogdravende en lasterlijke verklaringen van de vertegenwoordigers van het Westen verdiepen de scheidslijnen. De heer Savinykh kijkt naar de transformatie van het politieke leven in de Verenigde Staten, en is er zeker van dat «de stem van de rede en het gezonde verstand het zal halen».

Daarnaast komen het conflict tussen Armenië en Azerbeïdjan, en het conflict tussen Hamas en Israël ter sprake.

B. Commissie Economie, Leefmilieu, Technologie

In de commissie Economische Zaken, Wetenschap, Technologie en Milieu, voorgezeten door de heer Azay Guliyev (Azerbeïdjan), geeft mevrouw Gudrun Kugler

(Autriche), rapporteure de la Commission, commente les lignes de force du rapport qu'elle présentera à Bucarest en juillet. Les crimes environnementaux commis au cours de conflits doivent être reconnus en tant que crimes de guerre. L'intervenante préconise également l'adoption d'un cadre juridiquement contraignant pour l'intelligence artificielle. Celle-ci peut être utilisée comme arme de guerre. Le risque d'une course à l'armement en matière d'intelligence artificielle augmente.

Le débat thématique «*Artificial Intelligence: A Technological Breakthrough with Security Implications*» (Intelligence artificielle: Une percée technologique avec des implications en matière de sécurité) est introduit par des experts du *Geneva Centre for Security Policy*, de Microsoft et de *Thinkers.ai*.

Il s'impose d'élaborer une réglementation de qualité en matière de développement et d'utilisation des nouvelles technologies. Cette réglementation ne peut pas entraver l'exploitation optimale du potentiel de l'intelligence artificielle. Les risques liés à cette technologie doivent être atténués.

C. Commission de la Démocratie et des Droits de l'homme

Au cours des auditions menées au sein de la commission de la Démocratie, des Droits de l'homme et des Questions humanitaires, qui était présidée par Mme Lucie Potuckova (Tchéquie), les membres suivants ont fait une présentation: M. Matteo Mecacci, directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE, Mme Teresa Ribeiro, représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, et Mme Anne-Marie Callan, présidente de la commission sur la Dimension humaine du Conseil permanent de l'OSCE.

M. Malik Ben Achour (Belgique), rapporteur de la commission, expose les lignes de force du rapport et du projet de résolution qu'il prépare en vue de la session annuelle qui se tiendra à Bucarest.

Plus que jamais, les principes de l'Acte final d'Helsinki et l'universalité des droits de l'homme doivent être respectés. La reconnaissance de l'universalité des droits de l'homme et des libertés fondamentales constitue le point central de cette organisation et une condition nécessaire pour garantir la sécurité régionale.

Les événements de l'année écoulée nous rappellent qu'il faut agir d'urgence et collectivement afin de protéger les libertés et les droits fondamentaux. Les conflits armés, la violence, la répression politique, la discrimination et

(Oostenrijk), rapporteur van de Commissie, een toelichting over de krachtlijnen van het verslag dat zij in juli in Boekarest zal voorstellen. Ecologische misdrijven tijdens conflicten moeten als oorlogsmisdaden worden erkend. Spreekster pleit tevens voor een juridisch bindend kader voor artificiële intelligentie. Artificiële intelligentie kan als een oorlogswapen worden gebruikt. Het risico op een AI-wapenwedloop neemt toe.

Het themadebat over «*Artificial Intelligence: A Technological Breakthrough with Security Implications*» wordt ingeleid door deskundigen van het *Geneva Centre for Security Policy*, en Microsoft en *Thinkers.ai*.

Een behoorlijke regelgeving inzake de ontwikkeling en het gebruik van de nieuwe technologieën dringt zich op. Deze regelgeving mag geen hinderpaal zijn die de optimale benutting van het potentieel van artificiële intelligentie in de weg zou staan. Risico's van artificiële intelligentie moeten beperkt worden.

C. Commissie Democratie en Mensenrechten

Tijdens de hoorzittingen in de commissie Democratie, Mensenrechten en Humanitaire Zaken, voorgezeten door mevrouw Lucie Potuckova (Tsjechië), verzorgen volgende sprekers een presentatie: de heer Matteo Mecacci, directeur van het Bureau voor democratische instellingen en mensenrechten van de OVSE, mevrouw Teresa Ribeiro, OVSE-vertegenwoordiger voor Mediavrijheid, en mevrouw Anne-Marie Callan, voorzitter van de commissie voor de Menselijke Dimensie van de Permanente Raad van de OVSE.

De heer Malik Ben Achour (België), rapporteur van de commissie, belicht volgende krachtlijnen uit het rapport en de ontwerpresolutie die hij voorbereidt voor de jaarlijkse zitting in Boekarest.

Meer dan ooit moeten we de beginselen van de Slotakte van Helsinki en de universaliteit van de mensenrechten in acht te nemen. De erkenning van de universaliteit van mensenrechten en fundamentele vrijheden is het fundament van deze organisatie en een voorwaarde voor regionale veiligheid.

De gebeurtenissen van het afgelopen jaar herinneren ons eraan dat we dringend collectief moeten optreden om de fundamentele vrijheden en rechten te beschermen. Gewapende conflicten, geweld, politieke

le racisme, ainsi que le mépris de la vie et de la dignité humaines, continuent de porter gravement atteinte à ces principes dans toute la région de l'OSCE et au-delà.

Le rapporteur attire l'attention sur un certain nombre de questions qui méritent d'être mises en exergue dans le rapport et la résolution:

- la situation critique en Ukraine nécessite un soutien et une attention de tous les instants de notre part. Le 24 février, cela fera deux ans que la Fédération de Russie a envahi l'Ukraine. Les massacres ciblés de civils, la torture, la détention arbitraire, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les attaques contre les infrastructures et les propriétés civiles par les troupes de la Fédération de Russie ont entraîné une crise permanente et des souffrances humaines indescriptibles. L'Assemblée parlementaire de l'OSCE doit rester solidaire du peuple ukrainien, condamner fermement les violations permanentes du droit humanitaire international et continuer à chercher des possibilités de faire rendre des comptes par la Fédération de Russie pour les atrocités commises contre les citoyens en Ukraine;
- la situation critique de millions de réfugiés (et de personnes déplacées de force) provenant d'Ukraine requiert toute notre attention. La migration et les déplacements forcés ne se limitent toutefois pas à l'Ukraine. L'escalade de la crise mondiale des réfugiés appelle à des efforts coordonnés afin de garantir la protection et la dignité des réfugiés, en particulier des plus vulnérables, et ce dans toute la région de l'OSCE. La traite des êtres humains et d'autres formes d'exploitation, en particulier dans les zones de conflit, constituent une grave menace. Des mesures doivent être prises pour lutter contre ces pratiques épouvantables. La mer Méditerranée, la route des Balkans et la frontière orientale de l'Europe restent aussi des régions problématiques;
- le rapporteur demande que l'on prête également attention aux opérations militaires menées par l'Azerbaïdjan en septembre 2023, ainsi qu'à leur impact persistant sur la région. Alors que certains déplacés internes ont à présent l'occasion de rentrer chez eux pour la première fois depuis des décennies, plus de cent mille Arméniens déplacés du Karabakh sont arrivés en Arménie en septembre 2023. Ces réfugiés ont besoin d'une aide humanitaire et il faut veiller à ce que leur droit à réintégrer leur foyer soit respecté et à ce qu'ils bénéficient également de garanties de protection adéquates. Dans ce contexte,

onderdrukking, discriminatie en racisme en het negeren van het menselijk leven en de menselijke waardigheid blijven deze principes ernstig ondermijnen in de hele OVSE-regio en daarbuiten.

De rapporteur vestigt de aandacht op een aantal kwesties die een prominente plaats verdienen in het verslag en de resolutie:

- de kritieke toestand in Oekraïne verdient onze aanhoudende steun en aandacht. Op 24 februari is het twee jaar geleden dat de Russische Federatie Oekraïne binnenviel. Het gericht doden van burgers, de folteringen, de willekeurige detentie, de gedwongen verdwijningen, het seksueel geweld en de aanvallen op civiele infrastructuur en eigendommen door de troepen van de Russische Federatie hebben geleid tot een voortdurende crisis en onbeschrijflijk menselijk lijden. De Parlementaire Assemblee van de OVSE moet solidair blijven met het Oekraïense volk, de aanhoudende schendingen van het internationaal humanitair recht krachtig veroordelen en blijven zoeken naar mogelijkheden opdat de Russische Federatie verantwoording zou afleggen voor de wrede daden tegen de burgers van Oekraïne;
- de benarde situatie van miljoenen vluchtelingen (en gedwongen ontheemden) uit Oekraïne vereist onze onverdeelde aandacht. Migratie en gedwongen ontheemding beperken zich echter niet tot Oekraïne. De escalerende wereldwijde vluchtelingencrisis vraagt om gecoördineerde inspanningen om de bescherming en de waardigheid van vluchtelingen te garanderen, in het bijzonder van de meest kwetsbaren, in de hele OVSE-regio. Mensenhandel en andere vormen van uitbuiting, vooral in conflictgebieden, vormen een ernstige bedreiging. Actie is vereist om deze gruwelijke praktijken aan te pakken. Ook de Middellandse Zee, de Balkanroute en de Oost-Europese grens blijven probleemgebieden;
- de rapporteur vraagt ook aandacht voor de militaire acties van Azerbeïdjan in september 2023 en de blijvende impact van deze daden op de regio. Terwijl sommige binnenlandse ontheemden nu voor het eerst in decennia de kans krijgen om naar hun huizen terug te keren, zijn in september 2023 meer dan honderduizend ontheemde Armeniërs uit Karabach als vluchteling in Armenië aangekomen. Deze vluchtelingen hebben humanitaire hulp nodig en hun recht op terugkeer naar hun huizen moet worden aangepakt, met inbegrip van adequate beschermingsgaranties. In deze context moet de Parlementaire Assemblee

l'Assemblée parlementaire de l'OSCE doit s'engager à soutenir un accord de paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan;

- le rapporteur se dit en outre préoccupé par le nombre croissant d'attaques perpétrées contre des journalistes et des lanceurs d'alerte. Les tentatives de brider la liberté de la presse au sein de la région de l'OSCE suscitent des inquiétudes. Les journalistes sont de plus en plus souvent victimes de harcèlement en ligne, d'agressions physiques, d'intimidations juridiques, de surveillance ciblée voire d'agressions mortelles;

Non seulement la violation du droit fondamental à la liberté d'expression empêche la diffusion d'informations exactes, mais elle sape également le rôle crucial que jouent les journalistes dans la surveillance des détenteurs du pouvoir, qu'ils appellent à rendre des comptes. La répression violente du journalisme indépendant en Biélorussie et en Fédération de Russie est inquiétante. L'intervenant préconise de redoubler d'efforts pour garantir la sécurité des journalistes, défendre les principes d'une presse libre et renforcer le droit d'accéder à l'information et de la diffuser sans crainte de représailles;

- les incidents récurrents dus à l'usage disproportionné de la violence par la police dans certains États de la région de l'OSCE restent préoccupants. Outre des mécanismes de surveillance plus robustes, il est nécessaire de mettre en place un cadre légal permettant de demander des comptes aux agents des forces de l'ordre lorsque ces derniers portent atteinte aux droits fondamentaux. Les normes doivent également souligner que ces agents s'engagent en faveur de la justice et des droits humains fondamentaux;
- bien que le conflit qui oppose Israël au Hamas se déroule en dehors de la région de l'OSCE, nous ne pouvons pas ignorer l'aggravation de la crise humanitaire à Gaza. Les menaces pour la sécurité et l'impact à plus long terme de la crise sont un thème qui relève plutôt de la commission des Affaires politique et de la Sécurité, mais il est indéniable que le conflit a des conséquences catastrophiques pour les civils, en particulier pour les femmes et les enfants. M. Ben Achour souligne que dans son arrêt du 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice a confirmé que le risque de génocide est réel. Les événements qui se déroulent au Moyen-Orient exigent une attention permanente. Les attentats terroristes du 7 octobre 2023 perpétrés par le Hamas doivent être condamnés avec la plus grande fermeté. La communauté parlementaire doit

van de OVSE zich inzetten voor de ondersteuning van een duurzaam vredesakkoord tussen Armenië en Azerbeïdjan;

- voorts uit de rapporteur zijn bezorgdheid over het stijgend aantal aanvallen op journalisten en klokkenluiders. De pogingen om de persvrijheid in de OVSE-regio te onderdrukken wekken ongerustheid op. Journalisten worden steeds vaker het doelwit van online pesterijen, fysieke aanvallen, juridische intimidatie, gerichte bewaking en zelfs dodelijk geweld;

De schending van het fundamentele recht op vrije meningsuiting verstikt niet alleen de verspreiding van accurate informatie, maar ondermijnt ook de cruciale rol van journalisten als waakhonden die de machthebbers ter verantwoording roepen. De gewelddadige onderdrukking van onafhankelijke journalistiek in Belarus en de Russische Federatie blijft zorgwekkend. Spreker pleit ervoor de inspanningen te verdubbelen om de veiligheid van journalisten te garanderen, de principes van een vrije pers hoog te houden en het recht op toegang tot en verspreiding van informatie zonder angst voor represailles te versterken;

- terugkerende incidenten van buitensporig politiegeweld in bepaalde Staten van de OVSE-regio blijven zorgwekkend. Naast robuustere toezichtmechanismen is er behoefte aan een wettelijk kader waarbij ordehandhavers ter verantwoording kunnen worden geroepen wanneer zij inbreuk plegen op fundamentele rechten. De normen moeten eveneens beklemtonen dat de ordehandhavers zich inzetten voor gerechtigheid en fundamentele mensenrechten;
- hoewel het conflict tussen Israël en Hamas zich niet binnen de OVSE-regio situeert, kunnen we niet voorbijgaan aan de steeds dieper wordende humanitaire crisis in Gaza. Dreigingen voor de veiligheid en de verdere impact van de crisis zijn eerder een thema voor de commissie «Politiek en Veiligheid», maar we kunnen niet ontkennen dat het conflict catastrofale gevolgen heeft voor burgers, in het bijzonder voor vrouwen en kinderen. De heer Ben Achour onderstreept de uitspraak van het Internationaal Gerechtshof van 26 januari 2024, dat bevestigt dat het risico op genocide reëel is. De gebeurtenissen in het Midden-Oosten vergen onze voortdurende aandacht. De terroristische aanslagen van 7 oktober 2023 door Hamas moeten in de sterkst mogelijke bewoordingen worden veroordeeld. De parlementaire gemeenschap moet blijven

continuer à plaider en faveur de la libération de tous les prisonniers détenus arbitrairement, d'un accès sans entrave de l'aide humanitaire à Gaza et d'une cessation totale des hostilités;

- enfin, M. Ben Achour souligne que les droits humains sont intrinsèquement universels. Il faut rejeter la politique du «deux poids, deux mesures». Ce n'est qu'en défendant les valeurs de l'OSCE de manière cohérente qu'il sera possible de rendre la région de l'OSCE plus juste et plus sûre.

*
* *

Un débat thématique intitulé «Dissidents politiques et prisonniers politiques» a suivi.

Les membres de l'Assemblée ont entamé ce débat en observant une minute de silence en hommage aux victimes ukrainiennes et à Alexei Navalny, dont le décès survenu au cours de la semaine précédente dans une colonie pénitentiaire russe a bouleversé le monde entier.

Après le rejet de la demande de la délégation du Belarus visant le retrait de l'oratrice principale, Mme Sviatlana Tsikhanouskaya, cheffe de l'opposition biélorusse, de la liste des orateurs, la délégation du Belarus a quitté la salle.

Mme Tichanovskaja, cheffe de l'opposition biélorusse, a évoqué la mort d'Alexei Navalny et d'Ihar Lednik, emprisonné depuis avril 2022, qui fut l'un des dirigeants sociaux-démocrates du Belarus. Elle a signalé que plusieurs milliers de prisonniers politiques étaient encore détenus en Russie et en Biélorussie et que leur sort dépendait en partie de la réponse internationale. Selon Mme Tichanovskaja, cette réponse ne doit pas se limiter à des paroles de sympathie. Il doit s'agir d'une réponse «forte et claire à l'égard de Loukachenko et de Poutine, assortie de sanctions et qui impose un isolement complet jusqu'à ce que les prisonniers soient libérés et que les coupables doivent rendre des comptes».

L'oratrice a demandé à l'OSCE de contribuer à l'avènement d'une réelle démocratie au Bélarus.

Certains membres constatent que la société civile se meurt au Bélarus et appellent à la libération immédiate des prisonniers politiques.

Un membre hongrois dénonce le silence du premier ministre Viktor Orbán après la mort de M. Navalny. Il souligne que les droits des parlementaires sont menacés

pleiten voor de vrijlating van alle gevangenen die willekeurig worden vastgehouden, evenals voor de ongehinderde toegang van humanitaire hulp tot Gaza en de volledige stopzetting van de vijandelijkheden;

- tot slot beklemtoont de heer Ben Achour dat mensenrechten inherent universeel zijn. Elke dubbele standaard moet worden afgewezen. Alleen door consequent de waarden van de OVSE te verdedigen, kunnen we van de OVSE-regio een meer rechtvaardige en veiligere ruimte maken.

*
* *

Hierna volgt een themadebat over «Politieke dissidenten en politieke gevangenen».

De leden van de Assemblee houden aan het begin van het debat een moment van stilte voor de slachtoffers in Oekraïne en voor Aleksej Navalny, wiens dood in een Russische strafkolonie de week ervoor de wereld geschokt heeft.

Het verzoek van de delegatie van Belarus om de *keynote speaker*, de Belarussische oppositieleider, mevrouw Sviatlana Tsikhanouskaya, van de sprekerslijst te schrappen, wordt verworpen waarna de delegatie van Belarus de zaal verlaat.

De Belarussische oppositieleider Tichanovskaja spreekt over de dood van Navalny en die van Ihar Lednik, een van de leiders van de sociaaldemocraten in Belarus die sinds april 2022 gevangen zat. Ze geeft aan dat duizenden politieke gevangenen nog vastzitten in Rusland en Belarus en dat hun lot mede bepaald wordt door de internationale reactie die volgens haar verder moet gaan dan woorden van medeleven, maar een «sterke en duidelijke reactie richting Loekasjenko en Poetin moet zijn die ook sancties en volledige isolatie omvat, totdat gevangenen vrijgelaten en daders ter verantwoording geroepen zijn».

Spreekster vraagt de ondersteuning van de OVSE om bij te dragen tot een echt democratisch Belarus.

Enkele leden stellen vast dat de civiele maatschappij in Belarus wegwijnt en zij vragen de onmiddellijke vrijlating van de politieke gevangenen in Belarus.

Een Hongaars parlements lid laakt het stilzwijgen van de Hongaarse premier Orbán over de dood van Navalny.

en Hongrie et appelle à la sauvegarde de l'Europe des valeurs, sans quoi cette Europe risque de disparaître.

Mme Adeline Blancquaert (Belgique) condamne fermement les États qui poursuivent leurs responsables politiques en raison de leurs opinions. Elle dénonce le traitement infligé au mouvement indépendantiste catalan, et déplore les persécutions dont sont victimes les chrétiens du Haut-Karabakh en raison de leur religion et des liens qu'ils entretiennent avec l'Arménie. Il s'agit d'une épuration non seulement morale, mais aussi ethnique et culturelle orchestrée par l'Azerbaïdjan. Mme Blancquaert conteste en outre l'interdiction éventuelle du parti politique *Alternative für Deutschland* (AfD). Dans quelle mesure le projet d'interdire le parti d'opposition allemand dont la croissance est la plus rapide est-il un projet démocratique? Selon Mme Blancquaert, il faut que tant l'Union européenne que l'OSCE s'opposent clairement à ce type de répression.

IV. RÉUNION DES COMMISSIONS RÉUNIES (23 FÉVRIER 2024)

Mme Pia Kauma (Finlande), présidente de l'AP OSCE, fait observer que l'architecture européenne de sécurité est mise à mal par l'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui a commencé il y a dix ans avec l'annexion illégale de la Crimée et qui, depuis deux ans, a mené au plus grand conflit européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Les fondements des institutions internationales doivent être préservés. Les principes de base de l'OSCE ne sont pas négociables.

La réunion s'est poursuivie par un débat thématique portant sur la sécurité européenne d'aujourd'hui et de demain, et sur les perspectives parlementaires concernant l'avenir de l'OSCE.

Au cœur de ce débat figuraient les questions suivantes: la nécessité de garantir l'État de droit et l'obligation de rendre des comptes pour les crimes de guerre perpétrés en Ukraine, le processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la lutte contre le terrorisme, la prévention des conflits et la nécessité de protéger la vie des civils dans la guerre entre Israël et le Hamas.

M. Malik Ben Achour (Belgique), président de délégation, estime que la guerre nous oblige à choisir entre un monde dominé par les violences et un monde où prime l'État de droit. Si nous privilégions le droit international et si nous condamnons la guerre d'agression de la Russie

Hij merkt op dat in zijn land de rechten van parlementleden onder vuur liggen. Hij roept op het Europa van de waarden te redden, anders dreigen we dit Europa te verliezen.

Mevrouw Adeline Blancquaert (België) veroordeelt met klem de Staten die politici omwille van hun mening vervolgen. Spreekster laakt de wijze waarop de Catalaanse onafhankelijkheidsbeweging wordt aangepakt. Voorts klaagt zij aan dat de christenen in Nagorno-Karabach worden vervolgd omwille van hun geloof en hun banden met Armenië. Wat daar gebeurt, is niet alleen een morele, maar ook een etnische en culturele zuivering, georkestreerd door Azerbeidzjan. Mevrouw Blancquaert stelt tevens het mogelijk verbod in vraag van de politieke partij *Alternative für Deutschland* (AfD). In hoeverre is het voornemen om de snelst groeiende Duitse oppositiepartij te verbieden aanvaardbaar in een democratie? De Europese Unie, maar ook de OVSE, moet een duidelijk standpunt innemen tegen dit soort onderdrukking, aldus mevrouw Blancquaert.

IV. VERGADERING VAN DE VERENIGDE COMMISSIES (23 FEBRUARI 2024)

Mevrouw Pia Kauma (Finland), voorzitter van de PA OVSE, merkt op dat de Europese veiligheidsarchitectuur op de proef wordt gesteld door de Russische agressie tegen Oekraïne, die tien jaar geleden begon met de illegale annexatie van de Krim en sinds twee jaar geleid heeft tot het grootste Europese conflict sinds de Tweede Wereldoorlog. De grondvesten van de internationale instellingen moeten overeind blijven. Over de basisbeginselen van de OVSE valt niet te onderhandelen.

Hierna volgt een themadebat over «Europese veiligheid vandaag en morgen: Parlementaire perspectieven op de toekomst van de OVSE».

Centraal komen volgende onderwerpen aan bod: de noodzaak om de rechtsstaat te waarborgen en verantwoording af te leggen voor oorlogsmisdaden in Oekraïne, het vredesproces tussen Armenië en Azerbeidzjan, terrorismebestrijding, conflictpreventie en de noodzaak om burgerlevens te beschermen in de oorlog tussen Israël en Hamas.

Volgens de heer Malik Ben Achour (België), delegatievoorzitter, stelt de oorlog ons voor de keuze tussen een wereld, gedomineerd door geweld, of een wereld waar het primaat van de rechtsstaat geldt. Als we kiezen voor het internationaal recht en als we de Russische

contre l'Ukraine, nous devons défendre l'État de droit en toute heure et dans tout lieu.

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice des Nations unies a confirmé que le risque de génocide est réel à Gaza. Elle a également pris une série de mesures provisoires contre Israël, notamment la prévention et la répression du crime de génocide (ou des appels au génocide) et un accès à l'aide humanitaire à Gaza. Parmi tous les conflits actuels, c'est à Gaza que le nombre de décès par jour est le plus élevé: on dénombre ainsi 16 décès par jour au Yémen, 24 en Afghanistan, 44 en Ukraine, 96 en Syrie et 250 à Gaza. Ces chiffres ne visent nullement à établir une hiérarchie de l'horreur. Chaque victime est toujours une victime de trop. La Cour internationale de justice examine actuellement les effets juridiques des politiques d'occupation et de colonisation menées par Israël dans les territoires palestiniens. Certains dirigeants israéliens ne cachent pas leurs opinions extrémistes. M. Ben Achour met en garde contre une politique de «deux poids, deux mesures» et contre le choc des civilisations. Quels que soient leur origine, leur identité, leur religion ou leur nationalité, les civils doivent être épargnés.

L'intervenant conclut en appelant à défendre la souveraineté de l'Ukraine, à libérer les otages israéliens et à instaurer un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Tous ces enjeux étant interconnectés, c'est l'ordre mondial qui est en jeu.

M. Guillaume Defossé (Belgique) estime qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont, sans tourner autour du pot. Les crimes perpétrés par Israël à Gaza peuvent être qualifiés de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. La Cour internationale de Justice parle même d'un risque de génocide. Les bombardements israéliens ont déjà fait plus de trente mille morts et des dizaines de milliers de blessés. Un tiers de ces victimes sont des femmes et des enfants. Un enfant perd la vie toutes les quinze minutes. Quatre vingt-cinq pourcents de la population a été déplacée de force. Les bombardements ont touché 1,4 million de Gazaouis dans une région qui a pratiquement été rayée de la carte. Les terribles attaques du 7 octobre 2023 sont bien entendu gravées dans nos mémoires. Il convient évidemment de libérer les otages et de condamner les crimes du Hamas. Les événements qui se jouent actuellement à Gaza ne sont toutefois en rien défendables. On ne tue pas des innocents pour venger des innocents. Quel sort l'avenir réserve-t-il aux survivants? Une nouvelle génération traumatisée à qui l'on transmettra la haine de l'autre? La soif de vengeance et le désespoir des orphelins? Loin d'affaiblir le Hamas, le gouvernement israélien ne fait

aanvalsoorlog tegen Oekraïne veroordelen, dienen we de rechtsstaat altijd en overal te verdedigen.

Op 26 januari 2024 heeft het Internationaal Gerechtshof van de Verenigde Naties bevestigd dat het risico op genocide reëel is in Gaza. Het Internationaal Gerechtshof heeft een aantal voorlopige maatregelen opgelegd aan Israël, waaronder het voorkomen en bestraffen van (oproepen tot) genocide en het toelaten van humanitaire hulp tot Gaza. Van alle hedendaagse conflicten kent Gaza het hoogste aantal sterfgevallen per dag: 16 doden in Jemen, 24 in Afghanistan, 44 in Oekraïne, 96 in Syrië en 250 in Gaza. Deze cijfers vormen geen hiërarchie van afschuw. Elk slachtoffer is er altijd één te veel. Momenteel onderzoekt het Internationaal Gerechtshof de juridische gevolgen van het Israëlische bezettings- en kolonisatiebeleid in de Palestijnse gebieden. Sommige Israëlische leiders verbergen hun extremistische denkbeelden niet. De heer Ben Achour waarschuwt voor het hanteren van dubbele standaarden en voor een botsing van beschavingen. Wat hun afkomst, identiteit, religie of nationaliteit ook is, aan burgers mag niet worden geraakt.

Spreker besluit met een oproep om op te komen voor de soevereiniteit van Oekraïne, voor de vrijlating van de Israëlische gijzelaars en voor een onmiddellijk staakt-het-vuren in Gaza. Alles houdt met elkaar verband. De wereldorde staat op het spel.

De heer Guillaume Defossé (België) vindt dat men moet zeggen waar het op staat, zonder er doekjes rond te winden. De misdaden van Israël in Gaza kan men kwalificeren als oorlogsmisdaden of misdaden tegen de menselijkheid. Er is zelfs sprake van een risico op genocide, aldus het Internationaal Gerechtshof. Reeds meer dan dertigduizend doden en tienduizenden gewonden zijn gevallen bij de Israëlische bombardementen. Eén derde hiervan zijn vrouwen en kinderen. Elk kwartier wordt een kind gedood. Vijfentachtig procent van de bevolking werd onder dwang ontheemd; 1,4 miljoen Gazanen werden gebombardeerd in een gebied dat vrijwel van de kaart is geveegd. Natuurlijk staan de verschrikkelijke aanvallen van 7 oktober 2023 in ons geheugen gegrift. Natuurlijk moeten de gijzelaars bevrijd worden en moeten de misdaden van Hamas veroordeeld worden. Wat vandaag echter in Gaza gebeurt, is op geen enkele manier verdedigbaar. Men doodt geen onschuldige mensen om onschuldige mensen te wreken. Wat heeft de toekomst *in petto* voor de overlevenden? Een getraumatiseerde nieuwe generatie waaraan de haat voor anderen zal worden doorgegeven? De dorst naar wraak en de wanhoop van de wezen? De Israëlische regering

que le renforcer et nous éloigne de plus en plus de la paix. En tant que parlementaires, il nous incombe de défendre le droit international. Nous devons sanctionner le gouvernement israélien, arrêter les livraisons d'armes et imposer un cessez-le-feu. Nous devons reconnaître la Palestine en tant qu'État, elle qui vit actuellement sous occupation. Nous devons financer et soutenir les investigations sur les attaques du 7 octobre 2023. M. Defossé met en garde contre le recours à une politique de «deux poids, deux mesures». Les pays occidentaux risquent ainsi de perdre toute crédibilité pour longtemps. Il ne s'agit plus de défendre des intérêts mais bien des valeurs. Les images terrifiantes et déchirantes en disent long, tout comme les discours de haine de certains ministres israéliens. Les rapports publiés par certaines organisations internationales ne laissant planer aucun doute, nous ne pourrions jamais clamer notre ignorance.

M. Orry Van de Wauwer (Belgique) attire l'attention sur deux éléments cruciaux. Il évoque premièrement une lettre adressée par plusieurs membres du Réseau des jeunes parlementaires de l'OSCE, remise la veille à la présidente de l'AP OSCE, Mme Kauma, par Mme Lin Ruan (Irlande). Cette lettre appelle de toute urgence à un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza. Les membres du Réseau des jeunes parlementaires de l'OSCE estiment qu'il est de la responsabilité collective de défendre haut et fort les principes de cette organisation. Il s'agit en l'occurrence de plaider pour un cessez-le-feu à Gaza en s'appuyant sur les valeurs prônées par l'OSCE en matière de résolution des conflits et de consolidation de la paix. M. Van de Wauwer demande à la présidente de l'AP OSCE de transmettre cette lettre aux membres de cette assemblée et de l'annexer au compte rendu de cette réunion. M. Van de Wauwer renvoie deuxièmement à une lettre ouverte adressée par M. Philippe Lazzarini, directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), au président de l'Assemblée générale des Nations unies. En à peine plus de quatre mois, plus d'enfants, de journalistes, de personnel médical et de collaborateurs de l'Organisation des Nations unies (ONU) ont été tués à Gaza que partout ailleurs dans le monde au cours d'un conflit. M. Lazzarini indique que l'UNRWA a atteint un point de rupture, ébranlé, d'une part, par les appels réitérés d'Israël dans le but de démanteler l'UNRWA et, d'autre part, par le gel du financement par certains donateurs à l'heure où les besoins humanitaires à Gaza n'ont jamais été si importants. M. Van de Wauwer demande d'assurer le financement de l'UNRWA. Les parlements ne doivent pas perdre de vue les besoins humanitaires des réfugiés palestiniens. C'est au cœur

verzwakt Hamas niet, maar versterkt haar alleen maar en verwijdt ons steeds verder van de vrede. Het is onze taak als parlementsleden om het internationaal recht te verdedigen. We moeten de Israëlische regering sanctionneren, de wapenleveringen stopzetten en een staakt-het-vuren afdwingen. We moeten Palestina, dat momenteel onder bezetting leeft, als Staat erkennen. We moeten onderzoek naar de aanslagen van 7 oktober 2023 financieren en steunen. De heer Defossé waarschuwt ervoor geen standpunt van twee maten en twee gewichten te hanteren. Hierdoor dreigen de westerse landen voor lange tijd hun geloofwaardigheid te verliezen. Het gaat niet langer om het verdedigen van belangen, maar om het verdedigen van de waarden. De angstaanjagende en hartverscheurende beelden zijn veelzeggend, net zoals de haatdragende toespraken van bepaalde Israëlische ministers. De rapporten van internationale organisaties zijn overduidelijk en we zullen nooit kunnen zeggen dat we het niet wisten.

De heer Orry Van de Wauwer (België) vestigt de aandacht op twee cruciale zaken. Ten eerste een brief van verschillende leden van het Netwerk van jonge parlementsleden van de OVSE, die een dag eerder door mevrouw Lin Ruan (Ierland) aan de PA OVSE-voorzitster Kauma is overhandigd. Hier wordt dringend opgeroepen tot een onmiddellijk en duurzaam staakt-het-vuren in Gaza. Voor de leden van het PA OVSE-Netwerk van jonge parlementsleden is het een collectieve verantwoordelijkheid om de beginselen van deze organisatie hoog in het vaandel te voeren. In dit geval is dit een pleidooi voor een staakt-het-vuren in Gaza in overeenstemming met OVSE-waarden van conflictoplossing en vredesopbouw. De heer Van de Wauwer vraagt aan de PA OVSE-voorzitster om deze brief te delen met de leden van de Assemblee en deze op te nemen in de notulen van deze vergadering. Ten tweede verwijst de heer Van de Wauwer naar een open brief van Philippe Lazzarini, de directeur van de Organisatie van de Verenigde Naties voor hulpverlening aan Palestijnse vluchtelingen (UNRWA), aan de voorzitter van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties (VN). In iets meer dan vier maanden tijd zijn er in Gaza meer kinderen, journalisten, medisch personeel en VN-medewerkers gedood dan waar ook ter wereld tijdens een conflict. De heer Lazzarini stelt dat UNRWA een breekpunt heeft bereikt, met de herhaalde oproepen van Israël om UNRWA te ontmantelen en het bevroren van de financiering door donoren in een tijd van ongekende humanitaire behoeften in Gaza. De heer Van de Wauwer verzoekt de financiering van UNRWA veilig te stellen. In de parlementen moet men blijvend aandacht hebben voor de humanitaire behoeften van Palestijnse vluchtelingen. In het hart van Gaza, waar veerkracht en

de Gaza, là où la résilience rencontre l'adversité, que résonnent les appels à l'aide insistants. L'UNRWA est une bouée de sauvetage pour des milliers de personnes plongées dans le désespoir. Les besoins fondamentaux (soins de santé, éducation, etc.) de nombreux réfugiés palestiniens à Gaza ne sont pas satisfaits, les obligeant à lutter constamment pour leur survie. M. Van de Wauwer appelle à soutenir l'UNRWA, à investir ensemble dans l'humanité et à veiller à entretenir la flamme de l'espoir pour ceux et celles qui en ont le plus besoin.

V. RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'AP OSCE (23 FÉVRIER 2024)

Après la séance de clôture conjointe, les membres du Bureau et les présidents de délégation se réunissent à la Commission permanente de l'AP OSCE pour examiner certaines questions internes.

La présidente, la secrétaire générale et les présidents des commissions *ad hoc* sur la migration et la lutte contre le terrorisme rendent compte de leurs travaux.

Une présentation donnée par le trésorier de l'AP OSCE, M. Johan Büser (Suède), au sujet des comptes de l'AP OSCE est suivie d'un débat sur le budget de l'organisation. Le non-paiement de la contribution de la délégation russe entraîne un nouveau déficit dans le budget de l'AP OSCE.

Plusieurs membres ont des points de vue différents sur la solution à adopter, allant de la réduction des dépenses à la répartition de la contribution manquante entre les cinquante-six États membres.

Madame Karimi (Pays-Bas) indique qu'il est important que la Russie ne parvienne pas à miner l'efficacité de l'organisation, ce qui serait le cas, par exemple, si les missions sur le terrain étaient réduites.

M. Malik Ben Achour (Belgique) rappelle que l'AP OSCE a adopté, en juillet 2015, une résolution visant à moderniser le système des contributions nationales au budget de l'OSCE. En effet, la demande de modifier les barèmes de contribution et de recourir au critère du produit intérieur brut (PIB) dans le calcul de celles-ci est récurrente. Il est répondu par la négative à la question de savoir si cette résolution a été suivie d'effet.

L'AP OSCE préparera un plan sur la manière de résoudre cette question budgétaire et le présentera à l'assemblée ultérieurement.

tegenspoed elkaar ontmoeten, weerklinkt de dringende oproep om steun. UNRWA is een reddingslijn voor duizenden wanhopige mensen. Voor vele Palestijnse vluchtelingen in Gaza blijven de basisbehoeften op het gebied van gezondheidszorg, onderwijs, enz., on vervuld, wat leidt tot een constante strijd om te overleven. De heer Van de Wauwer roept op om UNRWA te steunen en samen te investeren in menselijkheid en ervoor zorgen dat de vlam van hoop blijft branden voor hen die dit het meest nodig hebben.

V. VERGADERING VAN DE PERMANENTE COMMISSIE VAN DE PA OVSE (23 FEBRUARI 2024)

Na de gezamenlijke slotzitting komen de Bureauleden en de delegatievoorzitters bijeen in de Permanente Commissie van de PA OVSE om interne aangelegenheden te bespreken.

De voorzitter, de secretaris-generaal en de voorzitters van de *ad-hoc* commissies voor migratie en terrorismebestrijding brengen verslag uit van hun werkzaamheden.

Na de toelichting door de penningmeester van de PA OVSE, de heer Johan Büser (Zweden), over de rekeningen van de PA OVSE, volgt een debat over de begroting van de organisatie. Met het niet-betalen van de contributie van de Russische delegatie is er opnieuw een tekort in de begroting van de PA OVSE.

Meerdere leden hebben verschillende inzichten met het oog op een oplossing: van het bezuinigen op de uitgaven tot het verdelen van de ontbrekende contributie over de zesenvijftig lidstaten.

Mevrouw Karimi (Nederland) geeft aan dat het van belang is dat Rusland er niet in slaagt de effectiviteit van de organisatie te ondermijnen door te gaan korten op bijvoorbeeld veldmissies.

De heer Malik Ben Achour (België) herinnert aan een resolutie die de PA OVSE in juli 2015 heeft gestemd om het systeem van nationale bijdragen tot het OVSE-budget te moderniseren. Er is immers de steeds terugkerende vraag om de contributieschalen te wijzigen en om het criterium van het bruto binnenlands product (bbp) te gebruiken in de berekening. Op de vraag of aan deze resolutie enig gevolg is gegeven, wordt ontkennend geantwoord.

De OVSE PA zal een plan maken hoe dit budgettaire vraagstuk opgelost kan worden en dat later presenteren aan de Assemblée.

En ce qui concerne les missions d'observation électorale précédentes, Mme Karimi (Pays-Bas) commente les résultats de celle menée par l'AP OSCE en Serbie en 2023. Bien que ces élections aient été mises en œuvre de manière adéquate d'un point de vue technique, les électeurs disposant d'un choix entre plusieurs options politiques, elles ont été dominées par l'implication décisive du président. Celle-ci, combinée aux avantages systémiques dont bénéficie le parti au pouvoir, a eu pour effet de soumettre les différents partis à des conditions déloyales. L'AP OSCE est disposée à aider les autorités serbes à réformer le système électoral afin de le rendre davantage conforme aux normes internationales en matière d'élections démocratiques.

VI. AUTRES RÉUNIONS

A. Réunions des commissions *ad hoc*

Les trois commissions *ad hoc* de l'AP OSCE se sont réunies en marge de la session d'hiver afin d'entendre des experts et de débattre de la suite des travaux.

1) Commission *ad hoc* sur la Migration

La Commission *ad hoc* sur la Migration mène une discussion sur la lutte contre le trafic d'êtres humains dans un contexte de mixité des flux migratoires.

M. Ben Achour (Belgique) participe à la réunion de la commission *ad hoc* en sa qualité de rapporteur de la commission Démocratie et Droits de l'homme.

2) Commission *ad hoc* sur la Lutte contre le terrorisme

La commission *ad hoc* sur la Lutte contre le terrorisme se penche sur les effets de l'intelligence artificielle en matière de lutte contre le terrorisme avec des experts des grandes entreprises technologiques, des groupes de réflexion et le Réseau des jeunes parlementaires de l'AP OSCE.

3) Équipe de soutien parlementaire pour l'Ukraine

L'Équipe de soutien parlementaire pour l'Ukraine annonce la nomination de Carina Ödebrink (Suède) au poste de rapporteur pour les droits de l'homme et exprime ses inquiétudes quant au traitement que les troupes russes réservent aux prisonniers de guerre.

Tijdens de bespreking van de voorbije verkiezingswaarnemingsmissies geeft mevrouw Karimi (Nederland) een toelichting over de resultaten van de OVSE PA-waarnemersmissie in Servië in 2023. Hoewel deze verkiezingen technisch goed zijn uitgevoerd met een keuze tussen politieke alternatieven voor kiezers, werden ze gedomineerd door de beslissende betrokkenheid van de president. In combinatie met systemische voordelen voor de regeringspartij creëerde dit oneerlijke voorwaarden voor de verschillende partijen. De PA OVSE is bereid om de autoriteiten van Servië te ondersteunen bij het hervormen van het electorale systeem waardoor het beter aan de internationale standaarden voor democratische verkiezingen zou beantwoorden.

VI. ANDERE BIJEENKOMSTEN

A. Vergaderingen van de *ad-hoc*commissies

De drie *ad-hoc*commissies van de PA OVSE zijn in de marge van de winterzitting bijeengekomen om deskundigen te horen en de verdere werkzaamheden te bespreken.

1) *Ad-hoc*commissie voor migratie

De *ad-hoc*commissie voor migratie houdt een discussie over de bestrijding van mensenhandel in de context van gemengde migratiestromen.

De heer Ben Achour (België) neemt deel aan de vergadering van de *ad-hoc*commissie in zijn hoedanigheid van rapporteur van de Commissie democratie en mensenrechten.

2) *Ad-hoc*commissie voor terrorismebestrijding

De *ad-hoc*commissie voor terrorismebestrijding bespreekt de impact van kunstmatige intelligentie op terrorismebestrijding onderzoekt met deskundigen van de grote technologiebedrijven, denktanks, en het PA OVSE-netwerk van jonge parlementsliden.

3) Parlementair Ondersteuningsteam voor Oekraïne

Het Parlementair Ondersteuningsteam voor Oekraïne kondigt de benoeming aan van Carina Ödebrink (Zweden) als mensenrechtenrapporteur en uit zijn bezorgdheid over de behandeling van krijgsgevangenen door Russische troepen.

4) Réseau des jeunes parlementaires de l'AP OSCE

Le Réseau des jeunes parlementaires de l'AP OSCE s'est réuni les 20 et 21 février 2024.

M. Orry Van de Wauwer (Belgique) participe à cette réunion.

Le 20 février, le Réseau a eu droit à une présentation du projet d'atelier «*Youth Perspectives on the Future of International Relations*». Afin de donner aux jeunes l'occasion d'exprimer leurs préoccupations et leurs opinions concernant l'avenir des relations internationales, le Réseau des jeunes parlementaires de l'AP OSCE projette d'organiser une série d'ateliers avec des jeunes en vue de débattre des défis qui se posent en matière de relations internationales et de multilatéralisme.

Le 21 février, le réseau a suivi une séance d'information sur les questions de sécurité internationale et les activités de formation interactives organisées à la base d'entraînement de l'OSCE de la Caserne Wallenstein.

B. Réunions complémentaires

Outre les réunions des commissions *ad hoc*, les membres de l'AP OSCE ont organisé plusieurs réunions complémentaires en marge du programme officiel de l'AP OSCE.

1) Sécurité des journalistes

Mme Lucie Potůčková (Tchéquie), présidente de la commission Démocratie et Droits de l'homme, et Mme Teresa Ribeiro représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, ont organisé une réunion complémentaire consacrée à la sécurité des journalistes pour approfondir le thème «Boîte à outils de la RLM OSCE pour la Sécurité des journalistes – combler le déficit de mise en œuvre».

À l'issue de leurs discours d'ouverture, elles ont proposé aux participants de s'installer à des tables de discussion et d'échanger leurs pratiques nationales en se concentrant sur les questions suivantes:

«Les attaques visant les journalistes constituent une menace grave pour la liberté des médias, la démocratie et la sécurité. Ces attaques font taire des voix critiques, sèment la peur et entravent la liberté d'expression. Souvent, les violences visant les journalistes ne sont pas sanctionnées et l'impunité installe un climat de peur et de méfiance, cause l'autocensure et alimente un cycle de violences. Quels sont les instruments et les initiatives

4) PA OVSE-Netwerk voor jonge parlementsleden

Het PA OVSE-Netwerk voor jonge parlementsleden is samengekomen op 20 en 21 februari 2024.

De heer Orry Van de Wauwer (België) neemt aan deze bijeenkomst deel.

Op 20 februari heeft het Netwerk een presentatie gekregen van het *workshop*-project «*Youth Perspectives on the Future of International Relations*». Om jongeren de kans te geven hun zorgen en mening te uiten over de toekomst van de internationale betrekkingen, is het PA OVSE-netwerk voor jonge parlementsleden van plan om een reeks *workshops* met jongeren te organiseren om de uitdagingen op het gebied van de internationale betrekkingen en het multilateralisme te bespreken.

Op 21 februari heeft het netwerk briefing een gekregen over internationale veiligheidskwesaties en interactieve trainingsactiviteiten in de OVSE-trainingsbasis Kazerne Wallenstein.

B. Nevenbijeenkomsten

Naast de vergaderingen van de *ad-hoc*commissies hebben PA OVSE-leden zelf enkele nevenbijeenkomsten georganiseerd in de marge van het officiële PA OVSE-programma.

1) Veiligheid van journalisten

Mevrouw Lucie Potůčková (Tsjechië), voorzitter van de commissie Democratie en Mensenrechten, en Mevrouw Teresa Ribeiro, OVSE-vertegenwoordiger voor Mediavrijheid (RFoM), hebben een bijeenkomst over veiligheid van journalisten georganiseerd waar dieper werd ingegaan op het thema «De OVSE RFoM Veiligheid van journalisten *Toolbox* – de implementatiekloof dichten».

Na hun openingswoorden hebben de deelnemers per tafel gesprekken aangevat en hun nationale praktijken uitgewisseld. Centraal staat hierbij de volgende vraag:

«Aanvallen op journalisten vormen een ernstige bedreiging voor de mediavrijheid, de democratie en de veiligheid. Ze snoeren kritische stemmen de mond, zaaien angst en hebben een remmend effect op de vrijheid van meningsuiting. Geweld tegen journalisten blijft vaak onbestraft en straffeloosheid creëert een klimaat van angst en wantrouwen, leidt tot zelfcensuur en voedt een cyclus van geweld. Welke nationale instrumenten

efficaces au niveau national pour garantir la sécurité des journalistes?»

2) *Durcissement des sanctions contre la Russie*

M. Siv Mossleth (Norvège), président de délégation, M. Joe Wilson (États-Unis), président de délégation et M. Mykyta Poturaiev (Ukraine), président de délégation, ont organisé, avec la Commission norvégienne d'Helsinki, une réunion complémentaire consacrée au durcissement des sanctions contre la Russie.

Sont intervenus au cours de cette réunion: M. Erlend Bjoertvedt (*Corisk consultancy*), M. Bill Browder, qui a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la loi *Magnitsky* aux États-Unis, et M. Gunnar Ekelove-Slydal (Commission norvégienne d'Helsinki).

Dans le cadre de cette réunion, ils ont également évoqué les possibilités de geler les avoirs russes en vue de les affecter à la reconstruction de l'Ukraine. Pour cette mesure, M. Browder est à la recherche d'un soutien international. Au cours d'une session consacrée à la législation concernant les sanctions contre la Russie, les experts ont exposé les effets de ces sanctions. Le Belarus, en particulier, joue un rôle essentiel dans l'évitement des sanctions, et près d'un tiers des marchandises pertinentes pour la guerre est acheminé en Russie en passant par le Belarus. Il est recommandé aux pays occidentaux d'intensifier le contrôle des exportations de marchandises pertinentes pour la guerre, par exemple de composants électroniques avancés, de véhicules et de machines.

Le rapporteur,

Mark DEMESMAEKER.

en initiatieven zijn effectief om de veiligheid van journalisten te garanderen?»

2) *Versterking van de sancties tegen Rusland*

De heer Siv Mossleth (Noorwegen), delegatievoorzitter, de heer Joe Wilson (Verenigde Staten), delegatievoorzitter, en de heer Mykyta Poturaiev (Oekraïne), delegatievoorzitter, organiseren in samenwerking met het Noorse Helsinki-commissie een nevenbijeenkomst over de versterking van sancties tegen Rusland.

Volgende sprekers zijn tussengekomen: de heren Erlend Bjoertvedt (*Corisk consultancy*), Bill Browder, die een belangrijke rol gespeeld bij de totstandkoming van de *Magnitsky*-wet in de Verenigde Staten en Gunnar Ekelove-Slydal (Noorse Helsinki-commissie).

Daarbij spreken zij ook over de mogelijkheden om bevroren Russische tegoeden in te zetten voor de wederopbouw van Oekraïne, waar Browder internationale steun voor zoekt. In een sessie over sanctiewetgeving tegen Rusland illustreren de experts in welke mate de sancties tegen Rusland doorwerken. Met name Belarus speelt een cruciale rol in sanctieontwijking en ongeveer een derde van de oorlogsrelevante goederen bereikt Rusland via dat land. De Westerse landen wordt aangeraden intenser de export van oorlogsrelevante goederen te controleren, zoals geavanceerde elektronica, voertuigen en machines.

De rapporteur,

Mark DEMESMAEKER.

ANNEXE I: Lettre des membres du Réseau des jeunes parlementaires de l'AP OSCE relative à un cessez-le-feu à Gaza**BIJLAGE I: Brief van leden van het Netwerk van jonge parlementsleden van de PA OVSE over een staakt-het-vuren in Gaza**

Dear Madame President Kauma,

The OSCE defines its comprehensive concept of security in terms of three dimensions, including the politico-military dimension and the human dimension. Under the politico-military dimension, conflict resolution and peacebuilding is a core priority of the OSCE. Under the human dimension, respect for human rights and the rule of law are also core competencies of the organisation. Similarly, one of the OSCE's key institutions is the Office for Democratic Institutions and Human Rights, whose remit is to promote democracy, the rule of law, human rights, tolerance and non-discrimination.

As members of the OSCE PA and members of the Network of Young Parliamentarians, we cannot claim to uphold this organisation's principles or aims without calling for an immediate ceasefire in Gaza and expressing our condemnation of the Hamas attacks on civilians on October 7th.

As of February 13th, the death toll in Gaza has surpassed 28,000. The UN has this week said, «There is no place that is currently safe in Gaza».[1] Palestinian civilians have been displaced from their homes all over the Strip by the unending Israeli bombardment. 1.4 million Palestinians, more than half of the population of Gaza, are now sheltering in a 64 square kilometre area in Rafah, attempting to escape the bombardment and fearing for their lives. [2] Israel has announced its intention to mount a further ground assault on Rafah, despite previously designating it a «safe zone». This threat has caused the UN human rights chief to warn Israel against such a military operation in Rafah, describing the prospect as «terrifying».[3] Israel's actions in Gaza are in flagrant opposition to the OSCE principles of respect for human rights and the rule of law. Its military offensive in Gaza has now been deemed a credible case of genocide by the International Court of Justice, and an interim ruling by the Court has ordered that Israel take all steps to prevent genocide.

The horrific killing of civilians and deprivation of adequate access to aid cannot be allowed to continue. As OSCE Young Parliamentarians, we unite to call for an immediate and permanent ceasefire in Gaza, which includes all political efforts to secure the release of hostages and end to attacks on civilians by Hamas in breach of International Law. We call and advocate for the international community to use all diplomatic channels for an immediate ceasefire.

Signed

Senator Lynn Ruane (*Member of Delegation from Ireland*)

Senator Rebecca Moynihan (*Member of Delegation from Ireland*)

Lilia Rannveig (*Member of Delegation from Iceland*)

Dagbjört Hákonardóttir (*Member of Delegation from Iceland*)

Lili Minasyan (*Member of Delegation from Armenia*)

Maria Karapetyan (*Member of Delegation from Armenia*)

Orry Van de Wauwer (*Member of Delegation from Belgium*)

Guillaume Defossé (*Member of Delegation from Belgium*)

Meritxell López Guitart (*Head of Delegation from Andorra*)

Pol Bartolomé Areny (*Member of Delegation from Andorra*)

[1] The Guardian, February 12th 2024 <https://www.theguardian.com/world/live/2024/feb/12/middle-east-crisis-live-updates-israel-gaza-hostages-freed-rafah-strikes-latest-news>

[2] Al Jazeera, February 13th 2024 <https://www.aljazeera.com/gallery/2024/2/13/unbelievable-fear-hundreds-flee-gazas-rafah-amid-israeli-attacks>

[3] BBC, February 12th 2024 <https://www.bbc.com/news/live/world-68.271.878>